

Brochure n° 3001

Convention collective nationale

IDCC : 1388. – **INDUSTRIE DU PÉTROLE**
(8^e édition. – Novembre 2003)

AVENANT DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2005
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2006

NOR : *ASET0650046M*
IDCC : *1388*

Entre :

L'union française des industries pétrolières,

D'une part, et

Le syndicat des personnels de l'industrie du pétrole CFE-CGC ;

La fédération chimie énergie CFDT ;

Fédéchimie CGT-FO ;

La fédération CMTE-CFTC pétrole,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point mensuel est portée à 7,5750 € à compter du 1^{er} janvier 2006, soit une augmentation de 2,5 %.

La majoration conventionnelle est calculée, par point de différence entre le coefficient 880 et le coefficient de l'intéressé, sur la base de 0,1904 €, à compter du 1^{er} janvier 2006, soit une augmentation de 2,5 %.

Article 2

Il est créé, au 1^{er} janvier 2006, un point de surmajoration conventionnelle, d'une valeur de 1,2350 €.

Ce point est utilisé exclusivement dans le calcul du salaire minimum conventionnel global des coefficients inférieurs ou égaux au coefficient 170, conformément à la formule :

Salaire minimum conventionnel global mensuel = coefficient × point de base
+ (880 – coefficient) × point de majoration conventionnelle,
+ (185 – coefficient) × point de surmajoration conventionnelle.

Article 3

A partir du 1^{er} janvier 2006, la ressource minimale annuelle garantie, toutes primes et gratifications comprises à l'exclusion des primes d'ancienneté et de quart, est fixée à 16 400 € pour tout salarié à temps complet ayant 6 mois de présence continue dans l'entreprise.

Article 4

En fonction de leur spécificité et selon des modalités à définir au niveau des entreprises, l'UFIP s'engage à recommander à ses adhérents au titre de 2006, de majorer de 2 % les salaires de base mensuels, toutes primes exclues sur la partie inférieure à 6 300 €.

Article 5

Dans l'article 703 de la CCNIP, les termes : « salaire minimum professionnel (SMP) horaire correspondant au coefficient d'emploi 100 de la hiérarchie » sont remplacés par : « salaire minimum global conventionnel horaire correspondant au coefficient d'emploi 120 de la hiérarchie ».

Article 6

Dans l'article 405 de la CCNIP, alinéa c, il est créé les paliers suivants :
– 2 % après 2 ans dans l'entreprise, à compter du 1^{er} janvier 2006 ;
– 1 % après 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, à compter du 1^{er} janvier 2007.

Article 7

Lors de la réunion de l'automne 2006, les partenaires sociaux examineront d'une part la politique salariale de la branche et les minima conventionnels en fonction des évolutions économiques et de la situation de la branche depuis la date du présent accord et d'autre part les évolutions économiques et de la situation de la branche depuis la date du présent accord et d'autre part les évolutions pour 2007.

Article 8

L'UFIP s'engage à recommander à ses adhérents l'examen du respect du principe d'égalité de traitement entre les hommes et les femmes.

Article 9

Les parties signataires conviennent qu'il ne pourra être dérogé aux dispositions du présent accord d'entreprise, sauf si ce dernier est plus favorable.

Article 10

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 IV du code du travail, le présent accord sera notifié par l'UFIP à l'ensemble des organisations syndicales représentatives à l'issue de la procédure de signature. La notification déclenchera l'ouverture du délai d'exercice du droit d'opposition.

Article 11

Conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le texte du présent accord sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Article 12

Les parties signataires demanderont au ministre chargé du travail de rendre obligatoires les dispositions des articles du présent accord, à l'exception de celles de l'article 4, conformément à l'article L. 133-8 du code du travail.

Fait à Paris, le 1^{er} décembre 2005.

(Suivent les signatures.)